

432

H.D.	
D.H.D.	
INFO.	to
TRADE	
AGRI.	ALL
LEGAL	
FIN & DEV.	
SCI & ENR.	
SUP. AG.	
ADM.	
C.F.	National, Inc.

TELEX HEBDOMADAIRE NR 179 DU 20 JUILLET 1984 ADRESSE A  
L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET  
D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

## 1.1 TRAVAUX COMMISSION

LA PLUS GRANDE PARTIE DE LA REUNION DE LA COMMISSION A ETE  
CONSACREE A LA PREPARATION DU CONSEIL "BUDGET" CHARGE  
D'EXAMINER L'AVANT-PROJET DE BUDGET SUPPLEMENTAIRE POUR LA  
PRESENTE ANNEE ET L'AVANT-PROJET DE BUDGET ORDINAIRE POUR 1985.  
IL EST ESSENTIEL POUR LA COMMISSION QUE DES RESSOURCES  
SUPPLEMENTAIRES SOIENT DEGAGEES CETTE ANNEE, NOTAMMENT POUR  
ASSURER LE FINANCEMENT NORMAL DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE.  
LA COMMISSION A ARRETE LES ORIENTATIONS QUE SES REPRESENTANTS  
DANS LE CONSEIL DEVAIENT DEFENDRE.

EN LIAISON AVEC CETTE SESSION DU CONSEIL, LA COMMISSION A EXAMINE EN DETAIL LA SITUATION DES TROIS PRODUCTIONS AGRICOLES QUI POSENT AUJOURD'HUI LE PLUS DE PROBLEMES, Y COMPRIS FINANCIERS : LES PRODUITS LAITIERS, MFLGRE LES LIMITATIONS DE LA PRODUCTION DECIDEES EN MARS (MAIS DONT L'EFFET NE SERA QUE PROGRESSIF), DES MESURES ENERGIEQUES SONT NECESSAIRES POUR REDUIRE PROGRESSIVEMENT LES STOCKS CONSIDERABLES ACCUMULES DEPUIS 1983. LA LIMITATION DE LA PRODUCTION DE LAIT VA ENTRAINER UN ACCROISSEMENT DES ABATTAGES ET DONC DES TENSIONS SUR LE MARCHE DE LA VIANDE BOVINE OU IL FAUDRA EGALEMENT CONTENIR PUIS REDUIRE LES STOCKS. ENFIN, L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION DE VIN NECESSITE D'ENGAGER LES MESURES PREVUES PAR LA REGLEMENTATION MAIS DONT LE FINANCEMENT N'EST PAS AUJOURD'HUI ASSURE.

LA SITUATION DE CES TROIS ORGANISATIONS DE MARCHÉ CONFIRME LA  
NECESSITE D'OCTROYER A LA COMMUNAUTE LES RESSOURCES NECESSAIRES  
POUR ASSURER LE FONCTIONNEMENT NORMAL DE LA POLITIQUE AGRICOLE  
COMMUNE, COMME LES CHEFS DE GOUVERNEMENT L'ONT DEMANDE A  
FONTAINEBLEAU.

LA COMMISSION REEXAMINERA LA SEMAINE PROCHAINE CES DOSSIERS (AINSI QUE LE ''SYSTEME D'ALERTE'') A LA LUMIERE DES RESULTATS DES TRAVAUX DU CONSEIL.

1.2 O.J. CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' (23/24 JUILLET)

-----  
AU PLAN INTERNE, LE CONSEIL TRAITERA DE :

- SYSTEME DES RESSOURCES PROPRES ET CONSEQUENCES A TIRER DU CONSEIL 'BUDGET'.
- MODIFICATION DES QUOTAS DE PRODUCTION ACIER.
- VOLET SOCIAL SIDERURGIE.
- CONSOLIDATION DU MARCHE INTERIEUR ET ENTRAVES TECHNIQUES AUX ECHANGES.

AU TITRE DES RELATIONS EXTERIEURES, L O.J. PREVOIT :

- ETAT DES NEGOCIATIONS ACP-CEE.
- APPROBATION DU RAPPORT SUR LA COOPERATION AVEC L'AELE.
- CONTINGENT TARIFAIRE 1984 POUR LE PAPIER JOURNAL.
- CREDITS A L EXPORTATION (CENTRALES NUCLEAIRES).
- SOUS DIVERS IMPORTATIONS D'ACIER EUROPEEN AUX USA.

ENFIN, AU TITRE DE L ELARGISSEMENT, LE CONSEIL PREPARERA LES CONFERENCES MINISTERIELLES PREVUES AVEC LE PORTUGAL (LUNDI) ET L'ESPAGNE (MARDI) ET DISCUTERA DES ADAPTATIONS AUX TRAITES DESTINEES A FACILITER LE FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS DANS UNE COMMUNAUTE ELARGIE.

2. AFFAIRES INTERIEURES

-----  
2.1 CONSEIL AGRICULTURE' (16 ET 17 JUILLET)

A) HUILE D'OLIVE

LE CONSEIL A ADOPTE TROIS REGLEMENTS DONT UN A LA MAJORITE QUALIFIEE DESTINES A RENFORCER LES MECANISMES DE CONTROLE, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE L'AIDE A LA PRODUCTION. ILS ENTRERONT EN APPLICATION LE 1ER NOVEMBRE.

B) PRODUITS LAITIERS

LE CONSEIL A ADOPTE, A LA MAJORITE QUALIFIEE, LE REGLEMENT PREVOYANT L'OCTROI D'UNE AIDE JUSQU A LA FIN DE LA CAMPAGNE 85/86 A LA POUDRE DE LAIT PARTIELLEMENT ECREMEE POUR L'ALIMENTATION DES VEAUX. LES SERVICES DE LA COMMISSION ONT CALCULE QUE CETTE MESURE PERMETTRA D'ECOULER JUSQU A 28.000 T. DE BEURRE EQUIVALENT EN 1984 ET 40.000 T. DANS 12 MOIS.

D'AUTRE PART, EN FONCTION DES RESULTATS DU CONSEIL 'BUDGET' LA COMMISSION EXAMINERA LUNDI UNE SERIE DE MESURES SPECIALES D'ECOULEMENT DE BEURRE AINSI QUE LES MESURES DE GESTION QU'ELLE ENVISAGE DE PRENDRE POUR AMELIORER LA SITUATION SUR LE MARCHE DE LA VIANDE BOVINE, POUR FAIRE FACE AUX ABATTAGES SUPPLEMENTAIRES DE VACHES RESULTANT DES QUOTAS SUR LE LAIT.

C) VIN

M. VILLAIN A FAIT RAPPORT SUR LES TRAVAUX DU GROUPE DES DIRECTEURS GENERAUX INSTITUTE A LA SUITE DE LA REUNION INFORMELLE DES MINISTRES DE L AGRICULTURE EN MENTIONNANT UN CONSENSUS GENERAL POUR RECONNAITRE QUE LA SITUATION EST ENCORE PIRE QUE DANS LE SECTEUR LAITIER (EXCEDENTS STRUCTURELS S APPROCHANT DU TIERC DE LA PRODUCTION DE VINS DE TABLE).

IL A DONNE UN APERCU DES PROBLEMES, DES DIFFICULTES DE GESTION A COURT TERME AUX MESURES STRUCTURELLES POUR DECOURAGER LA PRODUCTION A HAUT RENDEMENT ET LIMITER LE POTENTIEL DE PRODUCTION (DISTILLATIONS, ENRICHISSEMENT, CONTROLE DES VINS DE QUALITE, ETC). A LA FIN DE JUILLET, 148 0/0 DES CREDITS POUR LE VIN AURONT ETE EPUISES.

LE CONSEIL A INVITE LA COMMISSION A LUI PRESENTER LES PROPOSITIONS APPROPRIEES AU PLUS TARD DANS LE COURANT DU MOIS DE SEPTEMBRE.

**D) RAISINS SECS**

LE CONSEIL N'A PU SE METTRE D'ACCORD SUR LES REGLES RELATIVES AU REGIME DE PRIX MINIMAL A L'IMPORTATION DONT LE PRINCIPE A ETE ACCEPTE LE 31 MARS. AU CAS OU LE CONSEIL N'AURAIT PAS PRIS DE DECISION AU 1ER SEPTEMBRE, LA COMMISSION DEVRAIT PRENDRE LES MESURES CONSERVATOIRES NECESSAIRES.

**E) POLITIQUE DES STRUCTURES**

LA PRESIDENCE A ANNONCE SON INTENTION DE PRESENTER UN COMPROMIS D'ENSEMBLE LORS DE LA PROCHAINE SESSION DU CONSEIL EN SEPTEMBRE.

**2.2 CONSEIL ''BUDGET'' (18/20 JUILLET)**

APRES UNE LONGUE SEANCE NOCTURNE, LE CONSEIL S'EST TERMINE VENDREDI MATIN SANS PARVENIR, MALGRE LES PROGRES ACCOMPLIS ET D'UTILES CLARIFICATIONS SUR LES SOLUTIONS POSSIBLES, A ADOPTER LES PROJETS DE BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1984 ET LE BUDGET GENERAL 1985.

LES PRINCIPAUX PROBLEMES QUI SUBSISTENT, Y COMPRIS LES SUPPLEMENTS DE RESSOURCES PROPOSES PAR LA COMMISSION, SERONT EVOQUES DANS LE CONSEIL ''AFFAIRES GENERALES'' LA SEMAINE PROCHAINE, LE CONSEIL ''BUDGET'' SE TENANT PRET A SE REUNIR A NOUVEAU A UNE DATE RAPPROCHEE.

AUPARAVANT, LE CONSEIL AVAIT RENCONTRE UNE DELEGATION DU PARLEMENT. LES PARTICIPANTS ONT EXPRIME LEURS PREOCCUPATIONS RECIPROQUES ET RECONNU QUE L'ADOPTION DE CES BUDGETS CETTE ANNEE CONSTITUERAIT UNE TACHE PARTICULIEREMENT DIFFICILE.

**2.3 FONDS SOCIAL : RAPPORT ANNUEL 83**

LE FONDS EST DE NOUVEAU INTERVENU DANS LE CADRE D'UNE SITUATION DE L'EMPLOI DETERIOREE : DIMINUTION DE PLUS D'UN MILLION D'EMPLOIS, AUGMENTATION DU TAUX DE CHOMAGE (10,4 O/D DECEMBRE 82, 11,1 O/D DECEMBRE 83), LES JEUNES REPRESENTANT PLUS DE LA MOITIE DE CES CHOMEURS ET LE CHOMAGE S'ETANT ACCRU UN PEU PLUS FORTEMENT CHEZ LES FEMMES QUE CHEZ LES HOMMES. EN 3 ANS PLUS DE 4 MIO D'EMPLOIS ONT DISPARU DANS LA COMMUNAUTE.

LE CHOMAGE DE LONGUE DUREE A POURSUIVI LA TRES FORTE CROISSANCE QUI LE CARACTERISE DEPUIS 1979 (PLUS D'UN CHOMEUR SUR TROIS).

CETTE DETERIORATION EXPLIQUE L'ACCROISSEMENT CONTINU DU MONTANT DES DEMANDES DE CONCOURS (+ 10 O/D PAR RAPPORT A 82). EN MEME TEMPS LE MONTANT DES CREDITS D'ENGAGEMENT DISPONIBLES A ATTEINT PLUS DE 19 MILLIARDS D'ECUS (+ 23,53 O/D PAR RAPPORT A 1982).

**3. RELATIONS EXTERIEURES**

**3.1 NATIONS-UNIES : VISITE DE M. PEREZ DE CUELLAR (17 JUILLET)**

LE SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS-UNIES A PARTICIPE A UNE REUNION DE TRAVAIL AVEC SEPT MEMBRES DE LA COMMISSION : LE PRESIDENT THORN, LES VICE-PRESIDENTS ORTOLI, HAFERKAMP, NATALI ET DAVIGNON AINSI QUE MM. NARJES ET PISANI.

APRES LE DISCOURS D'INTRODUCTION DU PRESIDENT THORN, LE SECRETAIRE GENERAL A SOULIGNE L'IMPORTANCE DE LA CONTRIBUTION COMMUNAUTAIRE A L'AIDE AU DEVELOPPEMENT ET A LA STABILITE ECONOMIQUE ET POLITIQUE DANS LE MONDE, COMME AU MAINTIEN ET AU DEVELOPPEMENT DU MULTILATERALISME, OBJECTIF IMPORTANT DES NATIONS UNIES.

EN PARLANT DES DIFFERENTES REGIONS DU MONDE QUI SOUFFRENT DE GRAVES PROBLEMES, M. PEREZ DE CUELLAR A PARTICULIEREMENT INSISTE SUR LA SITUATION CATASTROPHIQUE EN AFRIQUE, CETTE PARTIE DU MONDE ETANT LA PLUS AFFECTEE PAR DES PROBLEMES ECONOMIQUES ET PAR DES CATASTROPHES NATURELLES. IL A DEMANDE QUE LES PAYS DONNEURS D'AIDE SE COORDONNENT LE MIEUX POSSIBLE ET CHERCHENT UNE REPARTITION DE TRAVAIL SELON LEURS LIENS PARTICULIERS AVEC LES DIFFERENTS PAYS AFRICAINS. CEUX-CI DEVRONT DE LEUR COTE MIEUX DEFINIR ET POURSUIVRE LEUR PROPRES PRIORITES DE DEVELOPPEMENT.

TOUJOURS DANS CE DOMAINE, LES DEUX COTES SE SONT PRONONCES POUR UN RENFORCEMENT DE LA CNUCED, 'EN PERTE DE VITESSE'.

D'AUTRE PART, LE SECRETAIRE GENERAL A INFORME LA COMMISSION QU IL ALLAIT CONTINUER SES EFFORTS POUR TROUVER UNE SOLUTION AU PROBLEME DE 'CHYPRE'.

LES DEUX DELEGATIONS SE SONT PRONONCEES POUR UN RENFORCEMENT DE LA COORDINATION, DE L'ECHANGE D'INFORMATIONS ET DE LA COOPERATION ENTRE LES NATIONS-UNIES ET LA COMMISSION.

### 3.2 BANQUE MONDIALE : PLAN D'ACTION AFRIQUE

-----

DANS LE CADRE DE LA MISE AU POINT DU PLAN D'ACTION QUI DOIT ETRE SOUMIS AU COMITE DE DEVELOPPEMENT A LA RENTREE A WASHINGTON, M. DE LA RENAUDIERE A EU LA SEMAINE DERNIERE A BRUXELLES UN ENTRETIEN AVEC M. PISANI ET DE NOMBREUX CONTACTS AVEC LES RESPONSABLES DE LA DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT.

### 3.3 BANGLADESH

-----

THE EEC-BANGLADESH JOINT COMMISSION MET IN BRUSSELS FROM 16-17 JULY. THE MEETING WAS CHAIRED BY MR J. LOEFF AND THE BANGLADESH DELEGATION BY MR S. HASAN AHMAD, SECRETARY, MINISTRY OF COMMERCE.

THE JOINT COMMISSION REVIEWED ECONOMIC DEVELOPMENTS IN BOTH BANGLADESH AND THE COMMUNITY NOTING THAT BANGLADESH HAS ACHIEVED A SATISFACTORY GROWTH RATE IN 1983-84 (4.5 O/D). THE JOINT COMMISSION NOTED A SATISFACTORY INCREASE OF BANGLADESH'S EXPORTS TO THE COMMUNITY AND A NARROWING OF THE TRADE GAP BETWEEN THE TWO SIDES IN THE COMMUNITY'S FAVOUR DURING THE LAST YEAR FROM 290 MECU IN 1982 DOWN TO 121 MECU IN 1983.

IT ALSO NOTED THE LIBERALISATION OF BANGLADESH'S IMPORT CONTROLS AND A SIMPLIFICATION OF PROCEDURES, AS WELL AS A GREATER PARTICIPATION OF THE PRIVATE SECTOR IN THE ECONOMY ESPECIALLY IN THE EXPORT ORIENTATED JUTE SECTOR.

THE JOINT COMMISSION REVIEWED THE TRADE PROMOTION PROGRAMME FOR 1984 AND NOTED THAT ACTIONS WOULD BE UNDERTAKEN IN JUTE PRODUCTS AND LEATHER AS WELL AS IN THE MARINE PRODUCTS AND FROG-LEG SECTOR. TRAINING FACILITIES WOULD ALSO BE MADE AVAILABLE WITH THE IRISH EXPORT BOARD.

A NUMBER OF OUTSTANDING COMMERCIAL QUESTIONS WERE DISCUSSED. BANGLADESH IS A SUBSTANTIAL USER OF THE GSP SCHEME AND, AS A LEAST DEVELOPED COUNTRY, CAN BENEFIT FROM RECENT COMMUNITY LEGISLATION PERMITTING DEROGATIONS FROM THE RULES OF ORIGIN.

IN THE FIELD OF ECONOMIC COOPERATION, IT WAS AGREED TO PROVIDE TECHNICAL ASSISTANCE TO THE BANGLADESH GLASS INDUSTRY AND TO TAKE STEPS TO INCREASE COOPERATION IN THE FIELD OF ENERGY.

WITH REGARD TO DEVELOPMENT COOPERATION, THE JOINT COMMISSION REVIEWED CURRENT PROJECTS AND NOTED THAT THEY ARE PROGRESSING SATISFACTORILY. FOOD AID WILL AGAIN BE GRANTED TO BANGLADESH CONSISTENT WITH NEEDS AND BANGLADESH WILL REMAIN ONE OF THE LARGEST SINGLE RECIPIENTS OF COMMUNITY CEREALS FOOD AID (PROVISIONALLY AGREED AT 130 000 TONNES).

#### 3.4 VISIT OF MR. RICHARD TO AUSTRALIA

MR. IVOR RICHARD VISITED AUSTRALIA FROM THE 16-20 JULY AS A GUEST OF THE AUSTRALIAN GOVERNMENT.

HE HAD WIDE RANGING DISCUSSIONS WITH MEMBERS OF THE AUSTRALIAN FEDERAL GOVERNMENT IN CANBERRA (DEPUTY PRIME MINISTER AND MINISTER FOR TRADE, MR. BOWEN, THE MINISTER FOR EMPLOYMENT AND INDUSTRIAL RELATIONS, MR. WILLIS AND THE MINISTER FOR SOCIAL SECURITY, SENATOR GRIMES), THE NEW SOUTH WALES STATE GOVERNMENT IN SYDNEY AND THE VICTORIAN STATE GOVERNMENT IN MELBOURNE ON ISSUES OF PARTICULAR INTEREST FOR BOTH SIDES IN THE AREAS OF SOCIAL CONDITIONS AND EMPLOYMENT AS WELL AS ON EC/AUSTRALIA ECONOMIC AND TRADE RELATIONS. HE ESTABLISHED OFFICIAL CONTACTS BETWEEN THE COMMISSION AND THE LEADERSHIPS OF THE SOCIAL PARTNERS IN AUSTRALIA, REPRESENTED BY THE AUSTRALIAN COUNCIL FOR TRADE UNIONS AND THE BUSINESS COUNCIL OF AUSTRALIA.

IN SYDNEY HE GAVE THE KEYNOTE ADDRESS ON THE SUBJECT OF EC/AUSTRALIA RELATIONS TO A BUSINESS SEMINAR AT THE NEWLY ESTABLISHED CENTRE FOR EUROPEAN STUDIES.

#### 3.5 SALVADOR : VISITE PRESIDENT DUARTE (20 JUILLET)

LE PRESIDENT DUARTE S'EST RENDU EN VISITE OFFICIELLE A LA COMMISSION ET A EU UN ENTRETIEN AVEC LE PRESIDENT THORN.

LES PRINCIPAUX THEMES DE DISCUSSION ONT PORTE SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE EN AMERIQUE CENTRALE ET SUR LE DEVELOPPEMENT DANS LE DOMAINE DE LA COOPERATION MULTILATERALE ENTRE LA COMMUNAUTE ET L'AMERIQUE CENTRALE EN GENERAL ET AVEC LE SALVADOR EN PARTICULIER.

#### 3.6 NOUVELLE-ZELANDE, AUSTRALIE : FROMAGE

LE CONSEIL DEVRAIT AUTORISER LUNDI 23 LA COMMISSION A OUVRIR DES NEGOCIATIONS AVEC LA NOUVELLE-ZELANDE ET L'AUSTRALIE EN VUE D'UN AMENAGEMENT TEMPORAIRE DES ACCORDS AVEC CES PAYS EN CE QUI CONCERNE L'IMPORTATION DE CERTAINS FROMAGES.

#### 3.7 AIDE ALIMENTAIRE

LA COMMISSION A APPROUVE CETTE SEMAINE, APRES AVIS FAVORABLE UNANIME DU COMITE DE L'AIDE ALIMENTAIRE, UNE NOUVELLE SERIE DE 15 PROJETS POUR UN MONTANT TOTAL ESTIME A 70,6 MIO ECU DONT LES PAYS ET ORGANISME BENEFICIAIRES SONT

GUINEE BISSAU, GUINEE, SAO TOME E PRINCIPE, ETHIOPIE, DJIBOUTI,  
MADAGASCAR, BOTSWANA, LESOTHO, MAROC, BOLIVIE, INDONESIE,  
BANGLADESH, JAMAIQUE ET U.N.R.W.A. (2 PROJETS).

Inc.

#### 4. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES

-----

A LA SUITE DU COMMUNIQUE DE LA PRESIDENCE IRLANDAISE FAISANT  
PART DE L'ACCORD DES DIX CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT POUR  
LA NOMINATION DE M. JACQUES DELORS COMME PRESIDENT DE LA  
COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES A COMPTER DE JANVIER  
1985, LE PRESIDENT THORN A PUBLIE UNE DECLARATION OU, RAPPELANT  
L'ESTIME QU IL PORTE A SON SUCCESSEUR DESIGNE, IL INDIQUE QUE  
DANS CETTE PERIODE DELICATE ET DECISIVE POUR LA COMMUNAUTE,  
NOUS DEVONS TOUS SOUHAITER A JACQUES DELORS BON COURAGE ET BON  
SUCCES A LA TETE D'UNE EQUIPE COMPETENTE ET SOUDEE''.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR  
NNNN

64215 EURCOM UW  
21877 COMEU B

Western Union International, Inc.

International